

- De plus en plus de manifestations dégénèrent avec des confrontations entre policiers et manifestants.
- Pour les experts, on peut résoudre le problème en ciblant les raisons de la colère des citoyens, souvent des jeunes issus de quartiers compliqués.

Pourquoi certaines manifs débouchent sur de la violence

Vendredi 11 avril 2020, Adil, 19 ans, décède après une course-poursuite avec la police à Bruxelles. L'annonce de sa mort se répand comme une traînée de poudre dans son quartier à Anderlecht. La nuit sera d'ailleurs chahutée, marquée, dès le lendemain, par des scènes de casse et de violence opposant jeunes manifestants et policiers.

En juin, la mort de Georges Floyd aux États-Unis exporte les revendications du mouvement Black Lives Matter jusqu'en Belgique où un rassemblement exceptionnel est organisé à Bruxelles. Une manifestation de grande ampleur, malgré la crainte du virus qui continue de circuler. Là aussi, le rassemblement pacifique dégénère. Des casseurs se mêlent aux manifestants.

Manifestants et policiers vont, à nouveau, s'affronter. Un affrontement que l'on reverra encore à plusieurs reprises à Bruxelles, à la Côte en plein été, mais aussi à Liège, le 13 mars.

La crise sanitaire, le confinement en place et l'interdiction de rassemblement n'y changeront pas grand-chose: la contestation prend, à chaque fois, de plus en plus d'ampleur, les hommages pacifiques dérapent, la police arrive en nombre. Et la confrontation avec les manifestants éclate.

Une violence à contextualiser

Les manifestations semblent s'organiser autrement qu'auparavant. Elles commencent souvent bien avant le signal de départ, sur les réseaux sociaux, avant de se concrétiser, dans la rue, de façon moins organisée mais surtout avec davantage de signes de violence.

Au cœur de ces rassemblements, il y a aussi souvent des jeunes. Dominique De Fraene, président de

l'École des sciences criminelles Léon Cornil (ULB), ne trouve pas étonnant qu'un jeune public soit de plus en plus attiré par les mouvements de contestation. Mais le chercheur, spécialisé en délinquance juvénile, estime que la grille de lecture qui voit "de la violence partout" doit être nuancée.

Selon le professeur, si la présence des jeunes dans ce type de manifestations doit être analysée, c'est surtout les motifs de leur contestation qu'il faut décrypter en ciblant "non plus les dégâts occasionnés par un rassemblement, mais les raisons qui poussent un jeune à manifester d'abord avec des mots et des slogans, avant d'en arriver à vouloir tout casser".

"La Belgique, ce n'est pas la France"

La violence est-elle devenue une caractéristique des mouvements de contestation en Belgique? La question fâche un peu Dominique De Fraene, qui rappelle que mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. Selon lui, il y a d'abord un jeu de réciprocité avec la police qui permet à certains jeunes de répondre par la violence et avec une attitude en lien avec l'étiquette

imposée par la société. Celles de "jeunes forcément violents".

Le professeur ne nie pas l'existence de contestations plus dures. "C'est vrai que si on prend la peine d'analyser avec un peu de recul, on constate qu'il y a une multiplication de contestations de la part de jeunes publics, notamment issus de milieux précarisés et de milieux racisés. Attention toutefois à ne pas essentialiser la situation: tous les jeunes qui manifestent leur colère ne sont pas des jeunes racisés. Par ailleurs, on entend souvent le mot 'émeutes' pour évoquer ces débordements lors de manifestations, sauf qu'il ne s'agit pas d'émeutes au sens strict du terme. En Belgique, on a connu une vague d'émeutes dans les années 1990. Puis, la situation

était relativement calme en comparaison avec la France, en 2005 par exemple, où des voitures étaient brûlées. Ici, nous n'avons pas eu de véritables actes similaires jusqu'au confinement et aux réactions à la mort d'Adil."

Responsabilité politique

Pour Dominique De Fraene, ce drame a eu l'effet d'une étincelle et ravivé des tensions entre jeunes et policiers qui ont toujours existé, mais qui ont été exacerbées par le contexte de crise sanitaire ainsi que le contexte social.

Et de pointer du doigt un discours politique qui "alimente les tensions au lieu d'apaiser. Les discours politiques récents n'ont presque jamais été dans l'empathie avec la douleur des jeunes, pour comprendre ce qui les met en colère. On lit des réactions liées aux casses – condamnables évidemment – sans jamais avoir un mot à l'égard des jeunes qui dénoncent des injustices. Quand un président de parti tweete en parlant de 'racaille', c'est une confusion de discours, une importation de mots et de politiques impropres à la réalité belge. Il n'y a pas de 'racailles', ce terme est ravageur, et à part mettre le feu aux poudres, il n'apporte rien", déplore le professeur.

Que faire alors? "Les microviolences subies au quotidien s'accroissent et donnent lieu à un éclatement de la colère d'une partie de la population. La paupérisation, les discriminations multiples – à l'embauche, au logement et j'en passe –, c'est une réalité à prendre en compte. S'en saisir, c'est trouver un début de solution. De nombreuses études sociologiques ont démontré qu'il fallait s'intéresser aux causes de la colère pour proposer des solutions. Chez nous, on a besoin d'un vrai plan jeunesse. Les jeunes sont englués dans leurs quartiers qui les protègent mais surtout qui les enferment, avec peu de perspectives d'en sortir, d'avoir un plan d'avenir. On n'a jamais considéré le problème de ces jeunes comme un problème d'abord politique. Le politique doit sortir ces jeunes de leur marasme, pas les laisser s'y empêtrer. Elle est là, la solution."

M.Ben.